ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre des Colonies, le 12 octobre 1950, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet de loi "modifiant, complétant et coordonnant les arrêtés n° 102 du 19 février 1935 et n° 247 du 22 février 1936 autorisant certaines mesures en matière d'exploitation des transports coloniaux", a donné en sa séance du 17 octobre 1950 l'avis suivant :

Le Conseil d'Etat propose d'apporter au projet des modifications qui rencontrent les intentions du gouvernement telles qu'elles lui ont été exprimées. Ces modifications sont reprises dans le texte ci-après :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 12e October 1950 door de Minister van Koloniën verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van wet "tot wijziging, aanvulling en samenordening van de besluiten nr 102 van 15 Februari 1935 en nr 247 van 22 Februari 1936, waarbij machtiging verleend wordt tot het treffen van bepaalde maatregelen inzake de exploitatie van het koloniaal vervoerwezen", heeft ter zitting van 17 October 1950 het volgend advies gegeven :

De Raad van State stelt voor, in het ontwerp een aantal vormwijzigingen aan te brengen die beantwoorden aan de bedoelingen van de regering zoals deze hem werden uiteengezet. Deze wijzigingen zijn in de onderstaande tekst opgenomen :

PROJET DE LOI ORGANIQUE DE L'OFFICE D'EXPLOITATION DES TRANSPORTS COLONIAUX.

BAUDOUIN, Prince royal,
exerçant les pouvoirs constitutionnels du Roi,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Sur la proposition de Notre Ministre des Colonies,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Le Ministre des Colonies est chargé de présenter en Notre nom aux Chambres législatives, le projet de loi dont la teneur suit :

Article 1er.-

L'Office d'exploitation des transports coloniaux, créé en vertu de l'arrêté royal n°102 du 19 février 1935 autorisant certaines mesures en matière d'exploitation des transports coloniaux, jouit de la personnalité civile.

Le Roi en fixe les statuts.

./.....

Article 2.-

L'Office a pour objet l'exploitation au Congo belge et au Ruanda-Urundi, selon des méthodes industrielles et commerciales, de tous services de transports, de manutention, et de tous services connexes et accessoires, qui lui sont confiés par le Roi.

Sous réserve de l'approbation du Ministre des Colonies, l'Office peut participer à la formation et à l'exploitation de sociétés, de chantiers et entreprises se rapportant à son objet.

Sous réserve de l'approbation du Ministre des Colonies, l'Office peut conclure avec les entreprises des conventions relatives à la reprise de leurs services de transport et de tous services accessoires.

Les délibérations des assemblées générales d'associés, qui ont pour objet ces conventions, sont valablement prises, nonobstant toute disposition légale ou statutaire contraire, si les conditions de présence et de majorité requises pour l'approbation des actes ordinaires de gestion sont réunies.

Ces conventions peuvent stipuler, en faveur des entreprises cédantes, des indemnités ou d'autres compensations en échange de la renonciation à la faculté de fixer les tarifs.

Elles ne produisent effet qu'après avoir été approuvées par le Roi.

Article 3.-

Pour l'application des dispositions légales en matière d'impôt, l'Office sera assimilé au Congo belge.

./.....

Article 4.-

Le Congo belge et, s'il échet, le Ruanda-Urundi, cèderont à l'Office aux conditions fixées par le Roi la propriété des bâtiments, des installations, du matériel et des approvisionnements relevant des services dont il assumera l'exploitation.

Cette cession comportera, en outre, tous autres éléments de la situation active et passive de ces services. De cette cession sera exclue la propriété du fonds sur lequel est établi l'infrastructure des ports et des lignes de chemin de fer.

Un premier inventaire de ces biens sera dressé à la date d'entrée en vigueur de l'arrêté royal créant l'Office et sera soumis à l'approbation du Ministre des Colonies dans un délai de trente jours.

Sans autorisation du Ministre des Colonies, l'Office ne pourra aliéner tout ou partie des biens qui lui auront été cédés en application du présent article.

Article 5.-

Le Roi pourra prononcer la dissolution de l'Office. Dans ce cas, l'actif et le passif seront, après approbation du Ministre des Colonies, repris par le Congo belge et, s'il échet, par le Ruanda-Urundi.

Article 6.-

Le montant de tous péages et rétributions quelconques exigés des usagers est approuvé par le Ministre des Colonies. Celui-ci peut en requérir le relèvement ou l'abaissement.

./....

Article 7.-

Pour couvrir ses dépenses d'investissement, l'Office peut conclure des emprunts sous toutes formes.

Ces dépenses figurent dans les comptes de prévision mentionnés à l'article 9.

Ces emprunts sont soumis à l'autorisation du Ministre des Colonies.

Les revenus de ces emprunts sont exempts de tous impôts et taxes quelconques, présents et futurs, au profit de la Belgique, du Congo belge, du Ruanda-Urundi et de leurs provinces et communes.

Article 8.-

L'exercice financier de l'Office commence le 1er janvier et se clôture le 31 décembre.

Article 9.-

Chaque année, l'Office dresse ses comptes de prévision de recettes et de dépenses pour l'exercice suivant, en distinguant le service ordinaire du service extraordinaire.

Après les avoir approuvés, le Ministre des Colonies dépose ces comptes, pendant trente jours de session, sur le bureau des Chambres législatives.

Ce dépôt s'effectue au plus tard le deuxième mardi de novembre précédant l'exercice auquel ils se rapportent.

./...

Les modifications d'affectation de dépenses peuvent être autorisées par le Ministre des Colonies.

Le Ministre des Colonies peut autoriser le dépassement des dépenses totales prévues. Il en donne connaissance, à la fin du trimestre, aux Chambres législatives.

Article 10.-

Chaque année, un inventaire est dressé, contenant l'indication des valeurs mobilières et immobilières et de toutes dettes actives et passives de l'Office.

Le bilan et le compte de profits et pertes, relatifs à l'exercice écoulé, sont établis au 31 décembre de chaque année.

Ces documents, accompagnés d'un rapport sur l'activité de l'exercice écoulé, seront transmis pour approbation au Ministre des Colonies. Celui-ci les soumet avec les pièces justificatives à la vérification de la Cour des comptes, avant le 1er septembre.

Le bilan et le compte de profits et pertes, accompagnés des observations de la Cour des comptes, seront ensuite déposés, avant le deuxième mardi de novembre suivant, par le Ministre des Colonies, sur le bureau des Chambres législatives.

La Cour des comptes peut organiser un contrôle sur place chaque fois qu'elle le juge utile.

./....

Article 11.-

L'office tient une comptabilité industrielle et commerciale en partie double, faisant apparaître, en tout temps, la situation active et passive complète.

Les dispositions légales qui régissent la comptabilité de l'Etat ne lui sont pas applicables.

Un compte d'exploitation spécial est ouvert à chaque service distinct.

Le bilan comporte notamment un fonds de renouvellement, un fonds d'assurance, un fonds de réserve et un fonds de prévision dont le fonctionnement sera déterminé par le Roi.

Article 12.-

Toutes dispositions organiques concernant l'exécution de la présente loi et l'exercice de la tutelle administrative, notamment celles réglant les relations financières entre le trésor du Congo belge, le trésor du Ruanda-Urundi et l'Office, sont fixées par le Roi.

Article 13.-

L'arrêté royal n°102 du 19 février 1935 autorisant certaines mesures en matière d'exploitation des transports coloniaux, tel qu'il a été modifié par l'arrêté royal n°247 du 22 février 1936, est abrogé.

Article 14.-

La présente loi entre en vigueur le 1er janvier 1951.

Donné à , le

PAR LE PRINCE ROYAL :

Le Ministre des Colonies,

ONTWERP VAN WET TOT INRICHTING VAN DE DIENST VOOR EXPLOITATIE VAN HET KOLONIAAL VERVOERWEZEN.

BOUDEWIJN, Koninklijke Prins,
die de grondwettelijke macht van
de Koning uitoefent,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.

Op de voordracht van Onze Minister van Koloniën,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

De Minister van Koloniën wordt er mede belast in Onze naam bij de Wetgevende Kamers het ontwerp van wet in te dienen, waarvan de tekst volgt :

Artikel 1.-

De Dienst voor exploitatie van het koloniaal vervoerwezen, opgericht krachtens het koninklijk besluit nr 102 van 19 Februari 1935 houdende machtiging tot het treffen van bepaalde maatregelen in zake de exploitatie van het koloniaal vervoerwezen, heeft rechtspersoonlijkheid.

De Koning bepaalt de statuten er van.

Artikel 2.-

De Dienst heeft tot doel, volgens industriële en handelsmethoden, in Belgisch-Congo en in Ruanda-Urundi te exploiteren, alle diensten van vervoer, van lossen en laden,

.../...

alsook de aanverwante en bijkomende diensten, die de Koning hem toevertrouwt.

Behoudens goedkeuring van de Minister van Koloniën, kan de Dienst deelnemen aan de oprichting en de exploitatie van vennootschappen, werven en ondernemingen in verband met zijn doel.

Behoudens goedkeuring van de Minister van Koloniën, kan de Dienst met de ondernemingen overeenkomsten sluiten, betreffende de overname van hun vervoerdiensten en alle bijkomende diensten.

De beslissingen van de algemene vergaderingen van vennoten welke deze overeenkomsten tot voorwerp hebben, worden geldig genomen, niettegenstaande elke strijdige wettelijke of statutaire bepaling, indien de voorwaarden van aanwezigheid en meerderheid voor de goedkeuring van de gewone daden van beheer vereist, zijn vervuld.

In deze overeenkomsten kunnen, ten gunste van de ondernemingen die de afstand doen, vergoedingen of andere compensaties worden bedongen in ruil voor het afzien van het recht de tarieven vast te stellen.

Deze overeenkomsten hebben enkel uitwerking nadat zij bij koninklijk besluit zijn goedgekeurd.

Artikel 3.-

Voor de toepassing der wetsbepalingen inzake belasting, wordt de Dienst met Belgisch-Congo gelijkgesteld.

.../...

Artikel 4.-

Belgisch-Congo en, bij voorkomend geval, Ruanda-Urundi staan, onder de voorwaarden door de Koning bepaald, aan de Dienst de eigendom af van de gebouwen, van de inrichtingen, van het materieel en van de voorraden die tot de diensten behoren waarvan hij de exploitatie op zich neemt.

Bovendien behelst deze afstand alle andere gegevens van de actieve en passieve toestand van deze diensten. Uit deze afstand wordt gesloten de onderbouw van de havens en van de spoorbanen.

Een eerste inventaris van deze goederen wordt opgemaakt wanneer het koninklijk besluit tot oprichting van de Dienst in werking zal treden en wordt binnen een termijn van dertig dagen aan de Minister van Koloniën ter goedkeuring voorgelegd.

Zonder machtiging van de Minister van Koloniën, kan de Dienst de goederen, hem bij toepassing van dit besluit afgestaan, noch geheel noch gedeeltelijk vervreemden.

Artikel 5.-

De Koning kan de ontbinding van de Dienst uitspreken. In dit geval, worden het actief en het passief, na goedkeuring van de Minister van Koloniën, door Belgisch-Congo en, bij voorkomend geval, door Ruanda-Urundi teruggenomen.

.../...

Artikel 6.-

Het bedrag der tolgelden en retributies allerhande van de gebruikers geëist, wordt door de Minister van Koloniën goedgekeurd. Hij kan de verhoging of vermindering er van vorderen.

Artikel 7.-

Tot dekking van zijn beleggingsuitgaven kan de Dienst leningen onder gelijk welke vorm aangaan.

Deze uitgaven komen voor in de ramingen onder artikel 9 vermeld.

Deze leningen worden aan de Minister van Koloniën ter goedkeuring voorgelegd.

De opbrengsten van deze leningen zijn vrijgesteld van gelijk welke belastingen en taxen, tegenwoordige en toekomende, ten voordele van België, Belgisch-Congo, Ruanda-Urundi en van dezer provincies en gemeenten.

Artikel 8.-

Het financieel boekjaar van de Dienst begint 1 Januari en eindigt 31 December.

Artikel 9.-

De Dienst maakt, elk jaar, een staat op van de ramingen der inkomsten en uitgaven voor het volgende boekjaar, waarbij onderscheid wordt gemaakt tussen de gewone dienst en de buitengewone dienst.

.../...

Na goedkeuring, legt de Minister van Koloniën deze staten neer, gedurende dertig zittingsdagen, op het bureau van de Wetgevende Kamers.

Deze neerlegging geschiedt uiterlijk de tweede Dinsdag van de maand November welke het dienstjaar voorafgaat waarop zij betrekking hebben.

Tot wijziging van de bestemming der uitgaven kan de Minister van Koloniën machtiging geven.

De Minister van Koloniën kan machtiging geven om de totale voorziene uitgaven te overschrijden. Hij brengt dit, op het einde van elk trimester, ter kennis van de Wetgevende Kamers.

Artikel 10.-

Elk jaar wordt een inventaris opgemaakt, met opgave van de roerende en onroerende waarden en van alle uit- en inschulden van de Dienst.

De balans en de winst- en verliesrekening van het afgelopen boekjaar worden 31 December van ieder jaar opgemaakt.

Deze stukken, samen met een verslag over de activiteit van het afgelopen boekjaar, worden aan de Minister van Koloniën voor goedkeuring overgemaakt, die ze met de verantwoordingstukken vóór 1 September aan de verificatie van het Rekenhof onderwerpt.

.../...

De balans en de winst - en verliesrekening worden vervolgens, samen met de op- en aanmerkingen van het Rekenhof, voor de tweede Dinsdag van de daaropvolgende maand November door de Minister van Koloniën op het bureau van de Wetgevende Kamers neergelegd.

Het Rekenhof kan telkens, als het dit nuttig acht, ter plaatse contrôle uitoefenen.

Artikel 11.-

De Dienst houdt dubbel boek voor de industrie en voor de handel, waardoor te allen tijde de volledige actieve en passieve toestand kan worden vastgesteld.

De wettelijke bepalingen geldend voor de rijkscomptabiliteit zijn niet op de Dienst van toepassing.

Een bijzondere exploitatierekening wordt in elke afzonderlijke dienst geopend.

De balans behelst onder andere een vernieuwings-, een verzekerings-, een reserve- en een voorzorgsfonds, waarvan de werking door de Koning wordt geregeld.

Artikel 12.-

Alle organieke bepalingen betreffende de uitvoering van deze wet en de uitoefening van de administratieve voogdij, namelijk die welke de financiële betrekkingen tussen de Schatkist van Belgisch-Congo, de Schatkist van Ruanda-Urundi en de Dienst regelen, worden door de Koning getroffen.

.../...

Artikel 13.-

Het koninklijk besluit nr 102 van 19 Februari 1935 houdende machtiging tot het treffen van bepaalde maatregelen in zake de exploitatie van het koloniaal vervoerwezen, zoals het is gewijzigd bij het koninklijk besluit nr 247 van 22 Februari 1936, wordt opgeheven.

Artikel 14.-

Deze wet treedt 1 Januari 1951 in werking.

Gegeven te , de

VANWEGE DE KONINKLIJKE PRINS :

De Minister van Koloniën,

Etaient présents : Waren aanwezig :

Messieurs : J. SUETENS, président du Conseil d'Etat, président
De Heren : voorzitter van de Raad van State, voorzitter

V. DEVAUX, conseillers d'Etat
M. SOMERHAUSEN, raadsheren van State

G. PIQUET, greffier adjoint, adjunct-griffier, greffier griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. SUETENS.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. SUETENS.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(signé) G. PIQUET.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(signé) J. SUETENS.

expédition délivrée à M. le Ministre
uitgifte afgeleverd aan de H.Minister
des Colonies.
van Koloniën.

Le 1950.

De 1950.

Le Greffier du Conseil d'Etat,

De Griffier van de Raad van State,

K. MEES.